Une journée de commémoration du prétendu massacre du 17 octobre 1961 ??? !!!!!

écrit par Manuel Gomez | 30 mars 2024

L’Assemblée Nationale a voté, ce jeudi 28 mars, un texte proposé par la députée écologiste des Hauts-de-Seine, Sabrina Sebailhi, demandant au gouvernement l’instauration d’une journée de commémoration du massacre du 17 octobre 1961 à Paris, au cours duquel « plus de 200 manifestants algériens sont morts » **(Selon les historiens !).**

« Allez-vous longtemps encore nous prendre pour des imbéciles ? »

Je m’adresse officiellement au Premier Ministre, Gabriel Attal *: « Vous êtes certainement la personne la plus respectable de ce gouvernement. Je vous demande donc de rappeler et de signaler à l’Assemblée Nationale « que ce soi-disant massacre des Algériens le 17 octobre 1961 à Paris a bien été inventé par des historiens (plus de 300 jetés dans la Seine par les forces de l’ordre et plus de 2300 blessés).*

Ces 200 à 300 Algériens avaient des noms, des familles, je réclame que l'on communique officiellement « une liste nominative de ces 200 à 300 victimes algériennes »

Depuis plusieurs décennies j'apporte les preuves de ce « mensonge d'Etat », tout d'abord sur les quotidiens *L'Aurore* à Paris et *Le Méridional* à Marseille, puis sur « *Bd Voltaire* », « *Dreuz.Infos* », *Riposte Laïque* :

Qui a inventé le massacre des Algériens du 17 octobre 1961 à Paris?…

17 octobre 1961 : un mensonge d'Etat et une indigne repentance !

J'ai accompagné le colonel Raymond Montaner, commandant de la Force Auxiliaire des Harkis de Paris ainsi que ses deux adjoints, le capitaine de Roujoux et le lieutenant Champsavin, dont on ne peut mettre en doute l'honnêteté de leurs conclusions :

- Il n'y eut cette nuit du 17 octobre aucune intervention anormale des pompiers parisiens, ni de police secours, ni de la croix rouge, ni d'aucun service d'ambulance.
- Aucun service d'urgence des hôpitaux de Paris et de la banlieue n'a reçu un afflux anormal de blessés.
- 2300 blessés en une seule nuit cela devrait pourtant laisser quelques traces, non ?
- Toutes les urgences et même les cliniques privées auraient dû être totalement débordées.

Où sont donc passés ces 2300 blessés ? Ont-ils été jetés dans la Seine en même temps que les 300 morts ?

- L'Institut Médico-légal de Paris n'a enregistré ce 17 octobre 61, et les jours suivants, que la rentrée de 10 corps, dont 7 NA (Nord-Africain).

Ces chiffres, cités dans mes livres et mes différents articles, n'ont jamais été contestés officiellement. *(*Notamment dans mon livre « *J'accuse De Gaulle** »*)*

Trois témoignages viennent prouver la véracité de mes affirmations

Le plus récent, celui du docteur Denis Kramer, psychanalyste, qui vient de publier (octobre 2016) une thèse ayant pour thème « *Nostalgérie, psychanalyse d'une déchirure* ».

Il a effectué des recherches objectives auprès de tous les services concernés et sa conclusion est :

- 7 victimes civiles le jour de la manifestation (17 octobre),
- 4 du fait de la police ripostant à un coup de feu tiré sur elle,
- plus 3 algériens tués par le service d'ordre du FLN, pour avoir refusé de manifester,
- plus 11 autres civils décédés les jours suivants suite à leurs blessures.

Il confirme, dans sa thèse, celle d'un journaliste d'investigation américain, qui a enquêté, consulté les archives de la morgue, celles des hôpitaux et des pompiers ainsi que des dossiers de successions (difficile de disparaître sans laisser de traces), et sa conclusion est la même que celle du docteur Kramer et la mienne : **18 victimes civiles plus 1 policier tué.**

Enfin le livre témoignage « *Police contre FLN. Le drame d'octobre 1961** » de Jean-Pierre Brunet, professeur émérite à l'université Paris IV, qui, après enquête, compte 140

cadavres pour les mois de septembre et octobre 1961, dont la grande majorité n'a aucun rapport avec la manifestation du 17 octobre.

Ainsi est confirmé le mensonge d'Etat sur les évènements qui se sont déroulés le 17 octobre 1961 par des gouvernements induits en erreur volontairement par des historiens dont l'idéologie n'est plus a démontrer, tel Benjamin Stora (qui sur France Culture a affirmé une première fois le chiffre de 300 morts pour le multiplier jusqu'à 700 lors d'un second passage sur cette même radio) puis Gilles Manceron et, plus récemment, Fabrice Riceputi.

Il faudra attendre plus de 25 ans et la publication du livre d'Ali Haroun « *La guerre du FLN en France (1954-1962)** », qui a inspiré, et fut commenté et amplifié, le livre de Jean-Luc Einaudi «*La bataille de Paris** », pour que soit montée en épingle ce soi-disant « massacre » !

Enfin, pour conclure, quand un gouvernement français aura-t-il le courage d'avouer ce mensonge d'Etat, cet indigne repentance ?

Manuel Gomez